



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 25/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA_StNd_2025-04-24_RAPVI_MCB_01421
Code AIOT : 0006201763

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 15/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 23 avril 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action régionale concernant le suivi des échéances des arrêtés préfectoraux de mise en demeure et des suites données aux rapports d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE
- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201763
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold au sein de l'UO "Environnement ADAME Utilités (UO EAU)" le parc de stockage nord et le conditionnement nord.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------|---|--|--|-----------------------|
| 3 | Cuvette de rétention n°4 | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel), 2 (partiel) et 25-II (partiel) | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|--------------------------|
| 1 | Plan d'inspection du réservoir RN155 | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.1 (partiel) | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Levée de mise en demeure |
| 2 | Inspection externe détaillée du réservoir RN155 | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.1 (partiel) et 29.3 (partiel) et 29.6 (partiel) | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 23 avril 2025 :

- la mise en conformité de l'exploitant en ce qui concerne le plan d'inspection du réservoir

RN155 (cf. point de contrôle n°1). La mise en demeure n°2024-DCAT-BEPE-264 du 29 novembre 2024 peut être levée ;

- l'engagement de l'exploitant de procéder aux actions correctives pour tous les désordres classés D1 de la cuvette de rétention n°4 d'ici l'été 2025 (cf. point de contrôle n°3).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'inspection du réservoir RN155

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.1 (partiel) |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement (PM2I) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025 |
| Prescription contrôlée : <p>"Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. [...]"</p> |
| Constats : <p>Suite à la visite du 10 septembre 2024, le préfet a mis en demeure l'exploitant par arrêté préfectoral n°2024-DCAT-BEPE-264 du 29 novembre 2024 de respecter dans un délai de 12 mois certaines dispositions de l'article 29.1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié en ce qui concerne le plan d'inspection du réservoir RN155.</p> <p>Par courrier du 20 décembre 2024, l'exploitant a transmis le plan d'inspection mis à jour le 19 décembre 2024 intégrant les modifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• mise à jour de la température maximale de service ;• mise à jour de la périodicité de l'inspection externe détaillée ;• prise en compte de la corrosion sous calorifuge ;• ajout d'un contrôle de ressuage des zones singulières tous les 240 mois. <p>Par ailleurs, l'exploitant a apporté les éléments techniques justifiant l'absence de prise en compte de certains modes de dégradation :</p> <ul style="list-style-type: none">• corrosion galvanique du fait de la présence d'un raccord inox entre le réservoir en inox et la jupe en acier carbone et de la présence de brides tournantes en acier carbone qui ne sont pas en contact avec le liquide ;• corrosion sous contrainte car le liquide n'est jamais en contact d'éléments en acier carbone. <p>Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées propose au préfet de lever la mise en</p> |

| |
|---|
| demeure n°2024-DCAT-BEPE-264 du 29 novembre 2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 2 : Inspection externe détaillée du réservoir RN155

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.1 (partiel) et 29.3 (partiel) et 29.6 (partiel) |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement (PM2I) |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 22/11/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 29.1 (partiel)</u> "Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection [...] Ce plan comprend : [...] des inspections externes détaillées ; [...]"</p> <p><u>Article 29.3 (partiel)</u> "[...] Ces inspections (externes détaillées) comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les évents) ; • [...] • un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ; • [...] <p>Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie."</p> <p><u>Article 29.6 (partiel)</u> "[...] Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé du développement durable, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes. [...]"</p> <p><u>Point 5.3 (partiel) du guide DT 94 relatif à l'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux de décembre 2015</u> "[...] Sauf justification particulière (modifications des conditions d'exploitation et/ou renforcement des mesures de protection) la valeur de la vitesse de dégradation retenue sera la plus pénalisante des valeurs issues des historiques de mesure. [...]"</p> |

Constats :

Suite à l'inspection du 10 septembre 2024, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de :

- transmettre le rapport faisant suite à l'inspection externe détaillée en exploitation du réservoir RN155 de septembre 2024 ;
- transmettre le PV d'inspection visuelle détaillée du réservoir RN155 prévue en octobre 2025 lors de l'arrêt de l'atelier ADAME ;
- transmettre les résultats des mesures d'épaisseur du réservoir RN155 prévues en octobre 2025 lors de l'arrêt de l'atelier ADAME ;
- s'assurer, lors des mesures d'épaisseur prévues en octobre 2025, que la vitesse de corrosion calculée lors des mesures d'épaisseur du 27 septembre 2019 était bien sur-estimée.

Par courrier du 24 décembre 2024, l'exploitant a transmis le rapport d'inspection externe détaillée du 19 décembre 2024 faisant suite aux contrôles d'août 2024 et septembre 2024 (inspection visuelle, contrôle de ressuage, mesures d'épaisseur) qui conclut que le réservoir RN155 peut être maintenu en service.

Par courriers des 29 novembre 2024 et 24 décembre 2024 et lors de la visite du 23 avril 2025, l'exploitant précise notamment :

- que les mesures d'épaisseur réalisées le 20 septembre 2024 sur le point F confirment que la vitesse de corrosion calculée sur la base de la mesure 2019 est bien sur-estimée ;
- que les résidus de calorifuge ont bien été enlevés avant l'inspection visuelle du 20 août 2024 ;
- que les déformations importantes sur le fond supérieur observées lors de l'inspection visuelle d'août 2024 sont des défauts d'origine. Un contrôle de ressuage a été réalisé sur cette zone et n'a mis en évidence aucune indication. Ces déformations ne nécessitent pas de réparation et ne conduisent pas à anticiper la prochaine inspection ;
- l'inspection prévue en octobre 2025 n'est plus nécessaire.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant les dispositions de l'article 29.3 (partiel) de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié "Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. [...]"

L'exploitant s'est engagé à préciser dans les rapports d'inspection à venir si les contrôles réalisés remettent en cause ou non la date prévue pour la prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cuvette de rétention n°4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel), 2 (partiel) et 25-II (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Article 2 (partiel)

"[...] plan d'inspection ou de surveillance : tout document qui définit l'ensemble des opérations prescrites pour assurer la maîtrise de l'état et la conformité dans le temps d'un équipement ou d'un groupe d'équipements soumis à surveillance [...]"

Article 6 (partiel)

"Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : [...]"

- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ;

[...] A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 [...]"

Article 25-III (partiel)

"[...] L'exploitant veille au bon état des rétentions. [...]"

Point 7.8.3 (partiel) du guide DT 92 de mai 2011 relatif à la surveillance des ouvrages de génie civil et structures (cuvettes de rétention et fondations de réservoirs)

"7.8.3 Ouvrages de classe 2

Les opérations correctives doivent être mises en œuvre : [...] au plus tard 5 ans après la date de validation de la fiche de surveillance [...]"

Constats :

Lors de la visite du 10 septembre 2024, l'inspection des installations classées a notamment constaté que :

- la cuvette de rétention n°4 contenant 4 réservoirs (RN141, RN155, RN131 et RN132) présentait notamment une fissure, de la terre et des végétaux ;
- les fiches de surveillance de la cuvette de rétention n°4 du 27 août 2019 et du 10 avril 2024 mettent notamment en évidence une fissure isolée de part et d'autre du muret de la cuvette de rétention n°4 classée D2 selon le guide DT92.

Par courrier du 22 novembre 2024, l'exploitant a indiqué que les travaux de réfection du joint de la cuvette de rétention n°4 ont eu lieu le 22 novembre 2024.

Lors de la visite du 23 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le joint de la cuvette de rétention n°4 (désordre n°2 classé D2) a fait l'objet d'une réparation.

Lors de la visite du 23 avril 2025, l'exploitant s'est engagé à procéder aux réparations des autres désordres classés D1 dans la cuvette de rétention n°4 d'ici l'été 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois les justificatifs des actions correctives mises en œuvre pour corriger tous les désordres classés D1 de la cuvette de rétention n°4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois